



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Service eau et nature
Unité police de l'eau et des milieux aquatiques**

**Arrêté n°SEN/2023/02/10-019 portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatives au système d'assainissement de
VILLANDRAUT d'une capacité de 90 Kg/j de DBO₅, soit 1500 EH**

Le Préfet de la Gironde

VU la directive européenne n°91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2019-773 du 24/07/2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement ;

VU le décret n°2020-828 du 30/06/2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau ;

VU l'arrêté ministériel du 25/01/2010 révisé, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 21/07/2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, modifié par les arrêtés du 24 août 2017 et du 31 juillet 2020 ;

VU les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé le 10/03/2022 et publié aux JO le 11/03/2022 ;

VU les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes Profondes de Gironde, révisé, approuvé le 18/06/2013 ;

VU les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Ciron, approuvé le 31/07/2014 ;

VU le dossier de déclaration déposé par la commune de Villandraut, ci-après désigné le pétitionnaire, au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 24 juin 2002 et relatif au système d'assainissement de Villandraut d'une capacité de 1500 EH ;

VU l'arrêté portant prescriptions spécifiques n°SEN/2021/01/04-003 du 04 janvier 2021 relatif au système d'assainissement de Villandraut ;

VU l'avis du bénéficiaire réputé favorable concernant les prescriptions spécifiques en date du 13 février 2023 ;

CONSIDÉRANT que la directive européenne relative au traitement des eaux urbaines exige que les concentrations de tous les échantillons prélevés dans des conditions d'exploitation normales ne doivent pas s'écarter de plus de 100 % des valeurs paramétriques pour les paramètres DBO₅ et DCO et de 150 % pour les matières en suspensions (MES), les valeurs rédhibitoires des paramètres DBO₅, DCO et MES sont modifiées ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de la doctrine « Éléments de méthode pour la définition des niveaux de rejets du petit collectif », une norme de 15 mg/l pour le NTK est préconisée ;

CONSIDÉRANT que, dans ce contexte, une norme de 15 mg/l pour le NTK est prescrite ;

CONSIDÉRANT qu'au vu du suivi milieu récepteur mis en place depuis plus de 5 ans, le rejet de la station de traitement des eaux usées de Villandraut n'a pas d'impact sur la qualité du Ciron en aval du rejet de la station et qu'à ce titre les suivis physico-chimiques et biologiques du milieu récepteur prescrit par l'arrêté n°SEN/2021/01/04-003 du 04 janvier 2021 sont supprimés ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des activités nautiques présentes au niveau du Ciron, le suivi bactériologique est toutefois conservé ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre du diagnostic périodique finalisé en 2022, un trop-plein a été identifié sur le PR Jean Dupuy ;

CONSIDÉRANT que, d'après l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié, un réseau de collecte est conçu, réhabilité, exploité et entretenu, sans entraîner de coût excessif, conformément aux règles de l'art et de manière à éviter tout rejet direct ou déversement d'eaux usées en temps sec, hors alinéas 2 et 3 définissant les situations inhabituelles (opérations programmées de maintenance et circonstances exceptionnelles) ;

CONSIDÉRANT que, dans ce contexte, ce trop-plein doit être équipé d'un dispositif d'autosurveillance pour comptabiliser le nombre de déversements ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER: Abrogation de l'arrêté préfectoral n°SEN/2021/01/04-003 du 04 janvier 2021

Sont abrogées, dans leur intégralité, les dispositions de l'arrêté préfectoral n°SEN/2021/01/04-003 du 04 janvier 2021 relatif au système d'assainissement de Villandraut.

ARTICLE 2 : Objet de la déclaration

La commune de Villandraut, dont le siège social est au 1, place du Général de Gaulle 33730 Villandraut, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- procéder à l'exploitation du réseau de collecte de la commune de Villandraut,
- procéder à l'exploitation de la station de traitement de Villandraut, d'une capacité de 1500 EH, située sur la commune de Villandraut, en vue de traiter les effluents provenant de la commune de Villandraut,
- procéder au rejet des effluents traités dans le Ciron.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

La rubrique définie au tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO ₅ A 2° Supérieure à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO ₅ D Un système d'assainissement collectif est consti-	Déclaration (Capacité de traitement de 90 kg de DBO ₅ par jour, soit 1500 EH)	Arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié

	<p>tué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement mentionnés au II de l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales. Dans le cas où des stations de traitement des eaux usées sont interconnectées, elles constituent avec les systèmes de collecte associés un unique système d'assainissement. Il en est de même lorsque l'interconnexion se fait au niveau de plusieurs systèmes de collecte. Une installation d'assainissement non collectif est une installation assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.</p>		
--	---	--	--

ARTICLE 3 : Prescriptions générales

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié, visé ci-dessus, ou par des textes en vigueur plus récents.

ARTICLE 4 : Prescriptions spécifiques

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions spécifiques suivantes :

4-1. Diagnostic du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement des eaux usées a réalisé en 2022 un diagnostic périodique du système d'assainissement (système de collecte et système de traitement).

Les conclusions de ce diagnostic, accompagnées d'un échéancier de réalisation des travaux/aménagements éventuellement préconisés, ont été transmises au service chargé de la police de l'eau.

Une mise à jour de ce diagnostic est réalisée selon une fréquence n'excédant pas 10 ans soit au plus tard en 2032.

Afin de tracer, de façon synthétique, l'évolution des programmes de réhabilitation, il convient d'indiquer dans les rapports annuels :

- **le programme initial de travaux issu des conclusions schéma directeur d'assainissement (ou réactualisé),**
- **la liste datée des travaux réalisés en lien (ou non) avec le programme initial.**

4-2. Système de collecte des effluents bruts :

Le réseau de collecte est de type séparatif.

Le maître d'ouvrage du réseau est la commune de Villandraut. Il collecte les effluents de la commune de Villandraut.

Un industriel est raccordé au réseau de collecte, il s'agit de l'usine SOCAR (Smurfit Kappa).

Un poste de relevage, collectant un flux de pollution inférieur à 120 kg/j de DBO₅/j, dispose d'un trop-plein vers le Ciron :

Commune	Nom	Nature de l'ouvrage	Milieu récepteur	Coordonnées en Lambert 93	
				X (m)	Y (m)
Villandraut	PR Jean Dupuy	Trop-plein de poste	Le Ciron	432 010	6 379 085

Ce trop-plein devra être équipé d'une sonde de niveau **avant le 30 juin 2023**. Cette sonde permettra de comptabiliser le nombre de déversements en lui paramétrant la côte du trop-plein.

Ce nombre de déversements sera communiqué au service en charge du contrôle dans le cadre du bilan annuel transmis par l'exploitant.

4-3. Caractéristiques de la station de traitement :

Le système de traitement de Villandraut se situe au lieu-dit « Marot », sur la commune de Villandraut.

Les coordonnées en Lambert 93 du dispositif d'assainissement sont :

	X (m) Lambert 93	Y (m) Lambert 93
Système de traitement	432 057	6 378 967
Point de rejet	432 113	6 378 983

La station de traitement fonctionne sur le principe de boues activées en aération prolongée.

La filière eau est constituée des éléments suivants :

- des ouvrages de prétraitement : un dégrilleur , un dessableur/dégraisseur ;
- un bassin d'aération, équipé de 3 turbines pilotées par horloge ;
- un dégazeur ;
- un clarificateur ;
- un canal de rejet.

La filière boues est constituée des éléments suivants :

- un poste d'extraction et de recirculation,
- un silo épaisseur,
- 2 géotubes (1 alimenté / 1 en attente).

Les boues sont déshydratées, évacuées et valorisées en compostage.

Les sous-produits des prétraitements sont orientés vers une filière adaptée et agréée.

Il n'existe pas de déversoir de tête ou by-pass sur la station de traitement.

L'ensemble des installations de la station de traitement est délimité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

4-4. Niveau de rejet :

En dehors des situations inhabituelles décrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié, le rejet de la station de traitement doit respecter les valeurs indiquées dans le tableau 1.

Il ne doit pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. Son pH doit être compris entre 6 et 8,5 et sa température être inférieure à 25°C.

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

Les analyses sont effectuées sur échantillons homogénéisés, ni filtrés, ni décantés.

Les échantillons moyens journaliers doivent respecter :

- soit les valeurs fixées en concentration,
- soit les valeurs fixées en rendement.

TABLEAU 1			
Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement	Valeur rédhibitoire
DBO ₅	30 mg(O ₂)/l	80 %	60 mg(O ₂)/l
DCO	90 mg(O ₂)/l	75 %	180 mg(O ₂)/l
MES	30 mg/l	90 %	75 mg/l

Le rejet doit également respecter en moyenne annuelle les valeurs fixées dans le tableau 2.

TABLEAU 2	
Paramètre	Concentration à ne pas dépasser
NTK	15 mg/l

Le dépassement de ces valeurs fait l'objet d'une justification systématique auprès du service chargé de la police de l'eau.

Le débit nominal constructeur de la station de traitement est de 225 m³/j. Toutefois, le débit de référence pour l'établissement de la conformité annuelle du système d'assainissement correspond soit au débit nominal constructeur soit au PC95 des débits mesurés en entrée de station, si possible sur une période de 5 ans, sinon sur la période pour laquelle on dispose de ces données, jusqu'à l'année antérieure à l'année examinée.

Le nombre et la fréquence de mesures d'auto-surveillance sont définis par l'arrêté ministériel en vigueur.

4-5. Jugement de conformité du système d'assainissement :

Chaque année, le service en charge du contrôle vérifie la conformité du système d'assainissement, au cours de l'année précédente, au regard des réglementations qui lui sont applicables. Est ainsi établie la conformité ou la non conformité du système d'assainissement au regard de la directive européenne Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) du 21/05/1991 d'une part et au regard de la réglementation locale, imposée par le présent arrêté préfectoral, d'autre part.

Le jugement de la conformité annuelle du système d'assainissement porte sur les équipements de la station de traitement et ses performances épuratoires.

4-6. Production documentaire :

Le ou les maîtres d'ouvrage des systèmes de collecte et de traitement concernés rédigent et tiennent à jour un cahier de vie, tel que défini à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Ce cahier de vie comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié .

Le système d'assainissement fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles au moment de la réhabilitation ou de la reconstruction du système d'assainissement.

4-7. Surveillance de la qualité du milieu récepteur :

Un suivi de la qualité bactériologique des eaux du Ciron est réalisé par le bénéficiaire.

Au vu des résultats d'analyses, la fréquence du suivi pourra être modifiée sur demande motivée auprès du service de police de l'eau.

Compte-tenu des activités nautiques sur le Ciron, des analyses bactériologiques des eaux du Ciron en aval du rejet de la station sont réalisées sur les paramètres Eschérichia Coli et Entérocoques en juin, juillet, août et septembre.

Transmission des résultats :

Les résultats des analyses, bruts et interprétés au regard des objectifs de qualité de la masse d'eau, sont transmis aux formats papier et SANDRE au plus tard 2 mois après la date de prélèvement au service en charge de la police de l'eau, qui juge de la nécessité de compléter, modifier ou refaire faire les analyses pour l'année N et/ou pour les années suivantes.

ARTICLE 5 : Modifications des prescriptions

Si le bénéficiaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui examine la demande et statue si nécessaire par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

ARTICLE 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou d'une demande d'autorisation selon le seuil de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 9 : Publication et information des tiers

La copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Villandraut, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant au moins 6 mois.

ARTICLE 10 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative territorialement compétente, en application de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois par le bénéficiaire ou l'exploitant à compter de la notification de la décision et dans un délai de quatre mois par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>.

ARTICLE 11 : Exécution

- Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le chef du service départemental de Gironde de l'Office Français de la Biodiversité,
- Monsieur le maire de la commune de Villandraut,
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 13 février 2023

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur de la DDTM, le chef de
la cellule qualité des eaux – trame bleue



Emmanuel DANSAUT